

Féminisme et laïcité

à la table ronde du 10 mars 2015 organisée par le CREAL76 à Rouen.

Violences contre les femmes partout dans le monde.

Chaïma El Sabbagh, militante politique, associative et laïque égyptienne, a été tuée par la police le 24 janvier dernier alors qu'elle apportait une couronne de fleurs pour rendre hommage aux 800 tués de la révolution de 2011. Elle était spécialiste des questions de justice sociale et agissait pour les droits des travailleurs et des enfants.

Que ce soit dans le passé ou dans le présent, des femmes se sont toujours engagées dans les luttes pour les droits, dans les mouvements de libération ; militante égyptienne ou combattante kurde aujourd'hui, les femmes sont doublement opprimées, à la fois par les conflits et par le patriarcat auquel elles ont toutes à se confronter.

La liste des violences faites aux femmes est si longue, qu'il va falloir la résumer : leur corps, objet de haine est victime de viols de guerre, de viols sanctions, de crimes dits d'honneur et de tortures, de féminicides, de ségrégation et de privation de soins, de harcèlement.

Ce corps, objet de préjugés, de croyances est sous contrôle : mutilations sexuelles, viols domestiques et de rue, violences conjugales ; vêtements et activités interdites ou imposées ; IVG et contraception interdites ou limitées, politique nataliste avec ses répercussions sur l'emploi, méfiance face au refus de maternité et au célibat; tentative de remise en cause de l'accouchement sous X, virginité imposée.

Ce corps est marchandisé : publicité sexiste ; prostitution et grossesse pour autrui rémunérée, deux formes d'exploitation de la misère et de la détresse ; mariages forcés et les grossesses à risques qui en découlent pour les adolescentes, esclavage sexuel.

Les quelques décennies passées ont vu la prise en compte de revendications d'égalité, de liberté, au niveau international, reconnues par des instances telles que l'ONU. Les États signent des conventions faites pour protéger la liberté de conscience, l'intégrité du corps, les conditions d'une vie digne ; mais elles restent souvent lettre morte.

Certaines de ces revendications ont pu aboutir, dans quelques pays, à des lois, parfois satisfaisantes, parfois insuffisantes. Ces lois sont des outils précieux dont nous hésitons parfois à nous servir tant la honte de nous déclarer victime est réelle, tant les peurs et les préjugés subsistent. D'autres lois tardent. Toutes peuvent du jour au lendemain être abrogées, modifiées.

Être laïque

Où en est-on ?

Le mot laïcité a resurgi avec tout son sens au cours des révolutions de 2011 dans les pays méditerranéens. Porté par des femmes, ce mot figure dans leurs revendications, manifestes, slogans. Des femmes qui refusent tout autant les dictatures que les théocraties et qui nous demandent de nous accrocher à ce principe.

Alors qu'en France, on parlait de laïcité plurielle, ouverte, apaisée, positive. On reprochait au concept d'être uniformisant, néocolonialiste. Ces adjectifs n'ont fait qu'entretenir la confusion, l'incompréhension d'un concept déjà fort mal connu. Pendant que l'extrême droite, sans adjectif cette fois, s'emparait du mot et le vidait de son sens pour l'utiliser contre une religion précise. Malgré plusieurs appels d'organisations laïques, nos responsables politiques n'ont rien fait pour se le réapproprier.

Comment ceux qui se considèrent comme les héritiers de Jaurès en sont-ils arrivés là ?

Dans les années 80, au nom de la démocratie, les gauches ont soutenu les luttes de libération, sans discernement. En Afghanistan et en Iran, ces révolutions ont mis en place des régimes théocratiques. En Pologne, l'accession au pouvoir du leader de Solidarnosc réintégra le religieux dans la vie politique.

En France, la réforme de l'enseignement proposée par Alain Savary et qui allait dans le sens de l'abandon du dualisme scolaire, fut contrée massivement par les tenants de l'école confessionnelle et fut retirée.

Le concept

Ce petit point d'histoire montre que ce qui semble acquis peut toujours être remis en cause. C'est vrai pour les droits, c'est vrai aussi pour la laïcité. Mais qu'est-ce que c'est ?

Anicet Le Pors le dit ainsi : « la laïcité est une création continue, c'est un terrain revendicatif de première

importance en raison de son caractère transversal dans la formation de la citoyenneté » (fin). C'est une règle de compatibilité des libertés. Elle est un équilibre à trouver, un compromis, c'est-à-dire, une convention reposant sur des concessions mutuelles. Vivre ensemble est difficile : les avantages sont réels mais les contraintes aussi.

Car l'adhésion à la laïcité demande un effort : elle demande à l'individu de vivre dans deux dimensions : celle du privé et celle de la société, il y a ce qui vaut pour moi, et il y a ce qui vaut pour l'ensemble et qu'on appelle le bien commun.

Elle exige de mettre une distance entre la personne et sa conviction ; comme le dit Henri Pena Ruiz. « *Chaque personne peut assumer librement sa foi religieuse ou son athéisme, mais sans oublier qu'elle est aussi dépositaire d'une humanité universelle.* »

Jacqueline Costa Lascoux propose à peu près l'analyse suivante : l'être humain est défini par son identité, ce qu'il n'a pas choisi : le nom, la date, le lieu de naissance, le milieu socioculturel, la religion, éventuellement ; son arrivée au monde et son inscription dans le registre d'état civil l'institue comme citoyen, il accède à des droits, la santé, l'éducation, puis, le vote, l'émancipation, le droit d'association, droits communs à tous, toutes.

La loi de 1905 énonce à la fois (art 1) la liberté de conscience et le libre exercice des cultes : l'individu est libre de ses convictions, il peut les exprimer, il peut en changer. La laïcité rend l'émancipation possible.

Elle énonce aussi que la République ne reconnaît aucun culte (art 2) : cela ne signifie pas qu'elle les rejette, mais qu'elle est neutre vis-à-vis de tous.

De ce fait, le culte est libre et indépendant du pouvoir politique, il applique ses propres règles qui ne concernent que ses adeptes, sous réserve de leur conformité avec les droits humains.

Le principe (qui vient en premier) de laïcité rend le pouvoir politique indépendant du pouvoir religieux et, parce qu'il protège toutes les personnes sans distinction, il s'impose à l'ensemble. La loi civile assure la solidarité et l'égalité, elle règle les libertés. Ce faisant, elle garantit la paix civile.

Toutes les convictions sont admises, toutes peuvent s'exprimer dans le cadre de la loi, toutes peuvent être critiquées ; les corps, eux, sont intangibles.

Le respect des personnes est supérieur au respect des convictions.

Être féministe et laïque.

Émancipation, liberté, conscience, pensée, conviction, droit, éducation, santé, vote, association, citoyenneté, solidarité ! Que de jolis mots absents des textes fondateurs des religions monothéistes.

Tous ces textes réservent aux femmes le rôle de servante de l'homme, elle est sa compagne, il est son chef, elle est impure, tentatrice, douce, obéissante. Dans tous ces textes, elle est inféodée à l'homme. Dans aucun de ces textes, elle n'est son égale.

Dans de nombreux pays, on assiste actuellement à un retour du religieux, non pas qu'il y ait davantage de croyants ou de pratiquants. En France, les mouvements de l'ultra droite utilisent la religion pour asseoir leur pouvoir, lui redonnant ainsi un espace d'expression. Ces valeurs traditionnelles toutes prêtes rassurent l'électorat conservateur ou bien déçu par les diverses politiques menées.

Ailleurs, les intégrismes utilisent les fondements religieux à des fins politiques pour prendre le pouvoir et imposer à la société de vivre dans les normes de l'origine, condamnant toute évolution du monde. De quelque religion qu'ils soient, et au-delà des monothéismes, les intégrismes légitiment les violences et les discriminations envers les femmes.

Selon différents dictionnaires, le mot féminisme est défini comme une tendance ou une doctrine, visant à améliorer le rôle et les droits des femmes dans la société ; visant la défense des intérêts propres aux femmes. Aucune de ces définitions ne parle d'égalité.

Si être féministe, c'est revendiquer et agir pour l'égalité des droits et l'émancipation, comment y parvenir si la loi politique et la loi religieuse sont confondues ?

Certes, la loi de 1905 a été votée par des hommes pour des hommes, et il en aura fallu des batailles féministes pour faire reconnaître le principe d'égalité homme/femme. Mais jetons l'eau du bain, et gardons le bébé, car à nous aussi, il garantit la liberté de conscience. Nous ne voulons pas de la laïcité sans le féminisme.

Aujourd'hui, face aux exigences religieuses grandissantes, le féminisme doit prendre clairement position. On ne peut pas réclamer l'égalité et l'émancipation sans faire évoluer les dogmes religieux. Être laïque n'exclut

pas d'être croyante : la société évolue inévitablement, les dogmes doivent s'adapter ; cela ne change rien à la foi.

Mais être croyante et féministe ? Des croyantes se disent féministes, certaines sont incontestablement sincères, d'autres sont sous influence, d'autres malhonnêtes. Les plus sincères militent pour un changement de regard de leur religion sur les femmes mais s'accordent sur le fait que le rôle de la femme dans la société est différent de celui de l'homme et justifient ainsi d'avoir des libertés différentes, cela n'est pas l'égalité.

Féministes et laïques, nous sommes des personnes avant d'être des femmes.

Et nous ne nous contentons pas de ce monde tel qu'il va. Certains, certaines veulent faire croire que nous opposons un modèle de société à un autre. Nous pensons au contraire que le fonctionnement politico-social des pays dits occidentaux, ou du Nord, est loin d'être un modèle. Le colonialisme et ses ravages pourraient faire partie de la liste des crimes contre l'humanité. Le libéralisme, par l'exploitation et l'exclusion des travailleurs et travailleuses, favorise l'enfermement des personnes dans des supposées communautés culturelles.

Il n'y a pas d'opposition entre laïcité et luttes sociales. Cette égalité et cette liberté que nous revendiquons pour nous-mêmes, nous la voulons aussi pour tous les humains. Les femmes subissent des violences particulières, mais les hommes et les garçons aussi sont victimes de violences sexuelles, des totalitarismes et des guerres. C'est pourquoi nous agissons pour une société où aucun homme, aucune femme ne sera plus exploité ou dominé. Et c'est ensemble, femmes et hommes, partout dans le monde, que nous agissons le mieux car, contrairement à ce qu'on entend souvent dire, la laïcité est un concept exportable.

Agir

La plupart du temps, dans nos loisirs, dans nos associations, syndicats ou organisations politiques, sur nos lieux de travail, et quel que soit notre âge, nous faisons de la laïcité sans y penser, sans le dire ; peut-être ce principe devrait-il s'inscrire aussi dans le règlement intérieur des entreprises et des associations ?

Mais c'est par l'éducation des jeunes et des adultes et en démontrant la légitimité de l'égalité filles /garçons, qu'on fera comprendre le sens et la nécessité de la laïcité. A l'école publique, dans l'éducation populaire, sur les lieux de travail.

Une affiche déjà ancienne illustre la défense de l'école publique par le slogan « Ne nous désunissez pas dès l'enfance ». Plutôt que multiplier les écoles de diverses confessions, ne vaut-il pas mieux une seule école, vraiment publique, vraiment mixte, vraiment laïque ?

Le travail associatif contribue largement à faire avancer les droits et leur mise en œuvre, ainsi qu'à changer les mentalités. Continuons ce travail au quotidien pour aider les femmes à se reconstruire physiquement et psychologiquement, à connaître leurs droits, sans perdre de vue cette ligne de conduite qu'est la laïcité.

Notre dernier bulletin pose la question d'une internationale de la laïcité ; les femmes ont réalisé la leur ; en 2013 a été fondé le Réseau International Féministe et Laïque, à l'initiative de 10 pays dont la Mauritanie avec l'association El Karamat.

Un monde cloisonné n'est plus imaginable, un monde fait d'individus enfermés dans des communautés sans émancipation possible non plus. Certes, l'exigence d'égalité et de liberté bouscule les dogmes, les traditions, les préjugés. Mais le monde change et jamais un totalitarisme qu'il soit religieux, militaire ou politique ne pourra s'imposer partout et toujours.